



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/C.2/46/L.116  
10 décembre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 77 h) de l'ordre du jour

### DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE : SCIENCE ET TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission, M. Bozorgmehr Ziaran (République islamique d'Iran), à la suite de consultations officielles sur le projet de résolution A/C.2/46/L.23

#### Science et technique au service du développement

##### L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/14 A du 26 octobre 1989 relative à l'examen en fin de décennie du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement et à la revitalisation de ce programme,

Rappelant également la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance et du développement économique dans les pays en développement 1/, et la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement 2/, dans lesquelles l'Assemblée a souligné en particulier que les pays développés et les organisations internationales devaient appuyer les efforts que font les pays en développement pour se doter de capacités scientifiques et techniques endogènes,

Rappelant que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement a décidé à sa trente-septième session que la formation

---

1/ Résolution S-18/3, annexe.

2/ Résolution 45/199, annexe.

et le renforcement de compétences nationales en matière de transfert et d'adaptation de techniques profitables au développement étaient l'un des domaines auxquels le Programme devrait consacrer plus d'attention 3/.

Prenant acte du rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa onzième session 4/.

Réaffirmant que le savoir est la source même du progrès et que la science et la technologie ont un rôle essentiel à jouer dans la relance du développement, en particulier dans les pays en développement,

Sachant que les technologies nouvelles ou naissantes, telles que l'informatique et l'utilisation de nouveaux matériaux, modifient radicalement les avantages comparatifs entre les différents pays et représentent de ce fait pour les décideurs et les organisations internationales à la fois un défi et une raison d'agir,

Consciente que seul l'accès à l'écotechnologie et la capacité de la développer permettront d'intégrer pleinement des préoccupations d'ordre écologique aux stratégies nationales de développement,

Constatant que l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle central dans le renforcement de l'assistance fournie aux pays en développement pour leur permettre d'édifier leurs propres capacités scientifiques et techniques et pour leur faciliter l'accès aux technologies à des conditions favorables,

Réaffirmant le rôle du Centre pour la science et la technique au service du développement, en tant que mécanisme chargé de coordonner notamment l'établissement de bilans technologiques par les organismes des Nations Unies, et, chaque fois que possible, les relations avec les gouvernements et avec les organisations non gouvernementales au sujet de l'établissement de bilans technologiques dans les Etats Membres,

Estimant qu'il convient d'accroître encore le rôle et l'utilité de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine d'une importance cruciale afin de mieux prendre en considération les besoins naissants des pays en développement,

---

3/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1990, Supplément No 9 (E/1990/9).

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 37 (A/46/37).

Ayant présente à l'esprit sa résolution 45/264 sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et sans préjudice des suites à lui donner;

1. Fait sienne la résolution 1 (XI) du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement 5/;

2. Demande instamment d'intensifier et de renforcer l'action entreprise au niveau national et dans le cadre de la coopération internationale pour le développement, en particulier sous la forme d'une assistance financière et technique des gouvernements donateurs, des institutions multilatérales de prêt et des organisations internationales, afin de doter les pays en développement de capacités scientifiques et techniques endogènes;

3. Prie le Secrétaire général d'établir, à la lumière des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et des débats du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement sur le thème de fond de sa douzième session, un rapport analytique d'ensemble sur les moyens de stimuler l'édification de capacités scientifiques et technologiques endogènes dans les pays en développement et de le présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session;

4. Prie le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement à sa douzième session, ou son successeur éventuel, lorsqu'il aura examiné le rapport établi sur la question par le Secrétaire général conformément à la résolution 1 (XI), de présenter à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session des propositions concrètes en vue d'une utilisation plus efficace des ressources réunies pour répondre aux besoins scientifiques et technologiques des pays en développement.

-----